

## 13° COULISSES DU BTP

## « Nous avons besoin de jeunes »

Couronnées d'un succès jamais démenti, les Couloisses du BTP organisées autour de plusieurs chantiers d'importance assurent la promotion d'un secteur du BTP en crise mais paradoxalement toujours à la recherche de bras et de têtes bien formés.

Les perquisitions de jeudi à la Région, liées aux marchés de la NRL, ont sûrement plombé l'ambiance. Bernard Sirieux, patron de la Fédération régionale du BTP, en convenait avant de regretter l'absence de nombreux élus et officiels attendus hier au Port, pour le lancement de la 13<sup>e</sup> édition des couloisses du BTP. Seul Thierry Robert, motivé par un lien « affectif » avec le BTP, avait fait le déplacement.

— Bernard Sirieux, au bout de treize ans, les Couloisses du BTP sont-elles encore nécessaires ?

— Plus que jamais. Il s'agit d'une opération séduction qui profite à tout le monde : au secteur du BTP à la recherche de forces vives, et aux jeunes en formation qui découvrent la réalité du métier, du terrain. Les visites de chantiers leur permettent ainsi d'échanger avec les professionnels, des grands frères qui les aident à comprendre la nature réelle de leur futur métier.

— Vous évoquez les besoins de la branche, quels sont-ils ?

— Le secteur du BTP recherche des travailleurs qualifiés, manuels. Des électriciens, des maçons, des plaquistes, des coffreurs-brancheurs.

— La construction de la route des Tamarins n'a-t-elle pas favorisé la formation de nombreux coffreurs ?

— Ils ont disparu depuis, pour diverses raisons. Par choix ou par force, entraînés par la chute de leur entreprise. Et puis, quand on cesse de pratiquer quelques années, on perd son savoir-faire. Par ailleurs, le secteur est aussi à la recherche d'encadrement, d'ingénieurs.

— Des cadres que La Réunion est en mesure de fournir ?

— Oui, depuis la création il y a cinq ans de deux écoles d'ingénieurs à Saint-Pierre, l'EICESI et l'ESIROI. La première s'appuie sur des contrats en alternance avec des entreprises et a déjà formé 37 conducteurs de travaux dont 90% sont embauchés



Emmanuel, Mickael et Audrey, futurs techniciens-topographes, en bac pro au lycée Roches-Maigres, de Saint-Louis.

dans des sociétés locales, les autres dans la zone. C'est le même ratio pour l'ESIROI qui recrute après un bac pro et a déjà formé 31 ingénieurs en trois ans. Tous travaillent. La moitié ici, les autres en métropole ou à l'étranger.

— En clair, le secteur du BTP « en crise » est tout de même à la recherche de bras.

— C'est paradoxal mais c'est ainsi. A ce jour, certains petits marchés publics de VRD ne sont pas honorés faute d'entreprises candidates. Au-delà, la moyenne d'âge dans le BTP s'élève pour passer de 38 à 41 ans. C'est beaucoup car, en plus, nous militons pour des départs à la retraite plus précoces afin de favoriser l'embauche des jeunes et porter les effectifs du secteur de 16 000 actuellement à 20 000.

— La NRL n'aide pas à atteindre ce cap ?

— La NRL représente 1 800 emplois locaux. Fin août, nous en étions à 750. Le logement offre un creuset plus intéressant puisque l'on considère que la construction d'un logement neuf correspond à 2,2 emplois

directs.

— Le Plan logement outre-mer qui prévoit la construction de 4 000 logements neufs et 1 000 réhabilitations annuelles sur cinq ans ne doit-il pas faciliter cet objectif ?

— Effectivement, à condition de l'encadrer rapidement. Or, nous n'atteindrons pas plus de 3 000 logements neufs en 2015, moins encore en 2016. Pendant ce temps, on se bat toujours sur le prix des matières premières.

## Un emploi assuré

— Malgré ces perspectives peu encourageantes, vous restez optimiste ?

— Oui, 2015 sera difficile et 2016 sans doute aussi mais La Réunion a besoin de logements qu'il faudra forcément construire. Le secteur a un vrai avenir et les jeunes sont assurés de trouver un emploi bien payé, dans une branche qui prend soin de ses salariés. Nous avons besoin de jeunes et d'envie. Il ne faut pas se polariser sur la

situation actuelle. On sortira de la crise.

— D'où la nécessité de reconstruire ces Couloisses du bâtiment ?

— Nous sommes le premier département français en terme de fréquentation. Nous refusons même des classes pour les visites de chantiers. C'est la preuve que le secteur reste attractif. Le seul à respecter les NAO, le seul où existe un vrai dialogue social, où la pénibilité et la dangerosité des métiers ont énormément reculé. Et même si tout ne pas pas bien dans le secteur, si les prix restent anormalement bas, les Couloisses renvoient une belle image de la profession.

Propos recueillis par Marc BERNARD

## CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

## Quand Engen aide Logistisud

Dans le cadre des certificats d'économie d'énergie, le groupe Engen a participé à hauteur de 123 000 euros dans les travaux menés par l'entreprise Logistisud.

On les appelle les « obligés » de la loi Pope de 2005. A La Réunion, ils sont cinq à devoir se soumettre à cette réglementation relative aux économies d'énergie : les quatre pétroliers et EDF. Ce sont eux qui doivent s'inscrire dans le dispositif des Certificats d'économie d'énergie.

Dans le cadre de la troisième période de ces CEE, qui s'est ouverte en janvier 2015 et se terminera en décembre 2017, Engen Réunion a une obligation de 1 000 GWh à remplir. Pour cela, il doit financer des projets qui lui donnent des points.

Ainsi, le groupe pétrolier a participé aux travaux, notamment d'isolation, menés sur l'entrepôt de la société Logistisud, à Saint-Pierre. Soit un chèque de 123 229 euros, remis hier à Alex How Choong, le patron de l'entreprise sudiste. Un investissement qui correspond à une économie de 41GWh, à retirer donc de l'obligation globale.

Le risque d'une amende de 20 millions d'euros

« Nous pourrions déléguer nos certificats auprès d'un partenaire. Mais non, nous préférons réinvestir localement et promouvoir l'économie locale ».

indique Hervé Maziau, directeur général d'Engen Réunion. Depuis le début, le groupe pétrolier a toujours rempli ses obligations. S'il ne faisait rien du tout, il lui en coûterait une amende de 20 millions, plus que dissuasive.

« Les communes, les entreprises peuvent venir voir les obligés pour échanger ces certificats contre des subventions. Nous avons plusieurs projets en cours. Nous menons aussi des rénovations sur notre parc, qui ouvrent droit à des certificats, et aussi des actions chez nos clients, comme l'éco-conduite ou la gestion des flottes automobiles par carte automatique », explique le patron d'Engen.

Durant toute la semaine, des échanges ont eu lieu sur cette question des CEE, animé par l'Ademe. L'occasion de faire connaître aux entreprises ce dispositif encore méconnu et la possibilité pour les obligés de nouer des contacts et de poser les bases de futurs projets.

« C'est aussi la possibilité de voir les dernières évolutions, les nouvelles actions qui entrent dans le champ des CEE », souligne Arnaud Guérin, en charge de la qualité chez Engen.

OD

**ÉCRIVEZ NOUS**

- Par email : [courriersdeslecteurs@lequotidien.re](mailto:courriersdeslecteurs@lequotidien.re)
- Par fax : 0262 28.25.28
- Par courrier : ZI du Chaudron 97712 St-Denis Messag Cedex 9

## LÉGION D'HONNEUR

## Patrick Hervé médaillé



Élevé au grade de chevalier de la Légion d'honneur lors de la promotion du 14 juillet dernier, Patrick Hervé a reçu hier les insignes dans un hôtel réunionnais (photo Raymond Wae Tion). Ancien président de l'université de 1992 à 1997, Patrick Hervé est arrivé dans l'île en 1970. A la retraite depuis 2008, l'ancien prof de physiques est resté très actif, notamment au Lions Club où il a présidé le District 403B entre 2010 et 2011.

RUN MANAGEMENT et KIZOMBA CONNECT RÉUNION PRÉSENTENT

**FESTIVAL Métis KIZOMBA ILE DE LA RÉUNION**

16 AU 18 OCT 2015

SPECIAL GUESTS PERLE LAMA THIERRY CHAM

PETIT STADE DE L'EST - AQUANOR

SHOWS • CONCERTS • STAGES

INFOS BILLETTERIE : 0892 707 974 / WWW.MONTICKET.FR